



MED-27(2026)07

Original : anglais

Strasbourg, le 7 juillet 2026

Conférence permanente du Conseil de l'Europe
des ministres de l'Éducation

« Donner les moyens d'agir aux professionnel·les de l'éducation
pour une Europe démocratique à l'ère du numérique »

27^e session

Podgorica, Monténégro, 3-4 décembre 2026

Échange pré-ministériel à haut niveau avec les parties
prenantes du secteur de l'éducation : Donner les moyens
d'agir aux professionnel·les de l'éducation

Podgorica, Monténégro, 3 décembre 2026 (matin)

Note conceptuelle et programme

ÉCHANGE PRÉ-MINISTÉRIEL A HAUT NIVEAU AVEC LES PARTIES PRENANTES DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Donner les moyens d'agir aux professionnel·les de l'éducation

I. Situation générale et contexte stratégique

La 27e session de la Conférence permanente du Conseil de l'Europe des ministres de l'Éducation se tient à un moment critique pour la démocratie en Europe. Sur l'ensemble du continent, les institutions démocratiques sont soumises à des pressions croissantes, notamment par la polarisation, la désinformation, l'affaiblissement de la confiance dans les pouvoirs publics, l'instabilité géopolitique et l'évolution rapide des technologies. Le [Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe](#) vise à répondre à ces défis en renforçant la résilience démocratique, en consolidant l'intégrité institutionnelle et en rétablissant la confiance des citoyen·nes dans la gouvernance démocratique.

L'éducation occupe une place centrale dans cette entreprise. La culture de la démocratie ne saurait reposer sur les seules institutions ; elle se cultive dans les salles de classe, les environnements et les communautés d'apprentissage. Les enseignant·es et les professionnel·les de l'éducation sont, à ce titre, des acteurs essentiels de la promotion de l'éducation à la démocratie. Ils développent l'esprit critique, encouragent le pluralisme, favorisent l'inclusion et préparent les jeunes générations à une citoyenneté active et responsable. Ils favorisent la prise de décision démocratique et le dialogue social dans les écoles. La voix collective des enseignant·es joue un rôle fondamental à cet égard, comme le souligne le [Consensus de Santiago de l'UNESCO](#).

Cet échange pré-ministériel à haut niveau, axé sur les organisations d'enseignant·es, s'inscrit comme une contribution stratégique au processus du Nouveau Pacte Démocratique. Il offre un **cadre structuré de dialogue entre les ministres de l'Éducation, le Conseil de l'Europe, les organisations d'enseignant·es** (notamment [l'Internationale de l'Éducation](#) et le [Comité syndical européen de l'éducation \(CSEE\)](#)), ainsi que **les représentant·es de la communauté scolaire au sens large**, y compris les acteurs de la formation des enseignant·es, les chef·fes d'établissement, les parents et les élèves. Il garantit que l'expérience vécue des professionnel·les de l'éducation inspire directement les délibérations ministérielles et éclaire les travaux futurs de l'Organisation.

Cet échange contribuera également directement à la Conférence ministérielle qui débutera dans l'après-midi, les messages clés issus de l'échange devant être intégrés dans la résolution ministérielle. En outre, cet échange éclairera les travaux futurs du Conseil de l'Europe concernant la profession d'enseignant, ainsi que le prochain Livre blanc sur l'avenir des enseignant·es et de la profession enseignante à l'ère du numérique, qui constitue l'une des principales réalisations du Conseil de l'Europe pour 2026. En ancrant la réflexion politique dans la réalité professionnelle, cet événement renforce la cohérence entre l'ambition démocratique et la pratique éducative.

II. Finalité et objectifs

L'échange à haut niveau poursuit trois objectifs interdépendants :

- 1. Positionner les professionnel·les de l'éducation comme acteurs clés de la sécurité démocratique**

Conformément au pilier « Apprendre et pratiquer la démocratie » du Nouveau Pacte Démocratique, cet échange examinera comment les compétences liées à la culture de la démocratie peuvent être intégrées de manière systématique dans la pratique quotidienne de l'enseignement et la vie scolaire. Les enseignant·es jouent un rôle de premier plan dans la

promotion de la culture de la démocratie. L'échange mettra en lumière leur rôle dans la préservation du pluralisme, le renforcement du dialogue et la consolidation de la confiance envers les institutions démocratiques et l'État de droit.

2. Aborder la résilience démocratique en période de crise

La guerre, les déplacements forcés et l'instabilité politique exercent une pression exceptionnelle sur les systèmes éducatifs. Dans le cadre de l'échange, il sera examiné comment, dans des contextes fragiles, les enseignant·es parviennent à préserver la continuité de l'apprentissage et à transmettre les valeurs démocratiques.

3. Protéger et autonomiser la profession d'enseignant à l'ère du numérique

Les mutations technologiques rapides et l'expansion de l'intelligence artificielle posent de nouveaux défis éthiques, pédagogiques et de gouvernance. Les participant·es exploreront les moyens de garantir l'autonomie des enseignant·es et de veiller à ce que l'innovation numérique renforce, plutôt qu'elle n'affaiblisse, la profession et les valeurs démocratiques.

À travers ces objectifs, l'échange à haut niveau contribuera directement à l'objectif global du Nouveau Pacte Démocratique : rétablir la confiance dans la démocratie et en démontrer les bénéfices concrets dans la vie quotidienne des citoyen·nes.

III. Résultats attendus

La rencontre à haut niveau vise à déboucher sur :

- des messages clés à inclure dans le projet de résolution de la conférence ministérielle ;
- des orientations politiques sur l'avenir des enseignant·es et de la profession d'enseignant afin d'éclairer le programme du Conseil de l'Europe en matière d'éducation pour la période 2028-2031 ;
- une coopération renforcée entre le Conseil de l'Europe et les parties prenantes du secteur de l'éducation, y compris les organisations d'enseignant·es ;

En établissant un lien entre les réalités professionnelles et la sécurité démocratique, cet échange démontrera que la démocratie se construit et se renouvelle chaque jour grâce à l'éducation.

IV. Participant·es

Parmi les participant·es figureront le Secrétaire général du Conseil de l'Europe (à confirmer), des ministres de l'Éducation, des membres du [Comité directeur de l'éducation \(CDEDU\)](#), des représentant·es des syndicats d'enseignants, des associations d'enseignants, des chef·fes d'établissement, des représentant·es de l'enseignement supérieur et de la recherche, des organisations d'étudiants et d'apprenants, des parents, de la société civile, des enseignant·es du pays hôte et des expert·es.

Des méthodes interactives visant à garantir la pleine participation sont prévues.

Au total, 80 personnes sont attendues pour cet échange à haut niveau.

Programme provisoire : 3 décembre 2026 – de 9h00 à 12h45

08h00-9h00

Inscription

9h00 – 9h20

Accueil et allocutions d'ouverture

- Accueil par la ministre de l'Éducation, des Sciences et de l'Innovation du Monténégro, Anđela Jakšić-Stojanović, et du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (tbc)
- Présentation de l'objectif de l'Échange à haut niveau et du format interactif.

9h20 – 09h45

Mise en contexte : Les professionnel·les de l'éducation au cœur de la sécurité démocratique

- Brève présentation introductive (10 min.) par l'auteure principale du *Livre blanc sur l'avenir des enseignant·es et de la profession enseignante*.
- Le Livre blanc du point de vue du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) (5 min.)
- Le Livre blanc du point de vue d'un·e ministre de l'Éducation (5min.)

09h45 – 10h30

Tables rondes interactives : Défis et opportunités pour les professionnel·les de l'éducation

- Les participant·es sont déjà installé·es à des tables rondes mixtes (8 personnes/table), chacune avec un·e modérateur·trice.
- Chaque table aborde les questions suivantes :
 1. Comment les professionnel·les de l'éducation et l'ensemble de la communauté scolaire peuvent-ils/elles renforcer au mieux la culture de la démocratie ?
 2. De quoi les professionnel·les de l'éducation, qui subissent une pression croissante, ont-ils le plus besoin ?
 3. Quelle idée concrète permettrait de donner les moyens d'agir aux professionnel·les de l'éducation?
- Les modérateur·trices retiennent 2 à 3 points clés par table.

10h30 - 11h00

Pause-café

11h00 – 11h50

Séance plénière : Partage des réflexions, interactions et messages clés

- Chaque table présente une conclusion principale (2 min par table), qui alimente la séance plénière.
- Micro ouvert : brèves interventions des participant·es (1 min maximum chacune).
- Les rapporteurs synthétisent les messages clés issus des échanges afin d'alimenter la résolution de la Conférence ministérielle et le Livre blanc

11h50 – 12h15*Sondage interactif et hiérarchisation des priorités*

- Sondage en direct : tous les participant·es votent pour les trois principales priorités ou idées visant à donner aux professionnel·les de l'éducation les moyens d'agir en faveur de la démocratie et de la transition numérique.
- Débat sur les résultats du sondage : quelles sont les idées qui nous rassemblent ? Sur quels points faut-il encore travailler ?

12h15 – 12h45*Réflexions finales et prochaines étapes*

- Remarques de clôture prononcées par le CSEE et le Secrétaire d'État à l'Éducation du Monténégro
- Bref aperçu de la façon dont les messages d'aujourd'hui alimenteront directement la Résolution de la Conférence ministérielle et le Livre blanc.